

Les échelles de la densification. Le peuplement de l'Egypte de 1897 à 1996

Eric Denis

▶ **To cite this version:**

Eric Denis. Les échelles de la densification. Le peuplement de l'Egypte de 1897 à 1996. Géocarrefour - Revue de géographie de Lyon, 1998, 73 (3), 183-201; http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geoca_0035-113x_1998_num_73_3_4826. hal-00311271

HAL Id: hal-00311271
https://hal.science/hal-00311271

Submitted on 29 Jan 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Persée
http://www.persee.fr

Les échelles de la densification. Le peuplement de l'Egypte de 1897 à 1996 / Different scales of density. Population growth in Egypt 1897-1996

Denis Eric

Géocarrefour, Année 1998, Volume 73, Numéro 3
p. 183 - 201

Voir l'article en ligne

Entre 1986 et 1996, l'Egypte se peuplait de 11 M d'individus supplémentaires pour atteindre 59 M d'habitants. En dix ans, elle a connu une densification équivalente à sa population totale en 1907. La construction du peuplement depuis un siècle est interrogée dans la maille intermédiaire des districts, sur la base d'un essai de typologie des croissances et des articulations entres villes et campagnes. A cette échelle des bassins de vie, se révèle une géographie des temporalités et des formes d'agglomération divergentes dont la métropolisation n'épuise pas l'explication. La diversité des destins locaux invite à rejeter toute forme de totalisation en termes de surpopulation. Cette conception physiocratique des limites du peuplement est un écran à la compréhension des dynamiques d'occupation des territoires.

Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.
Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir http://www.sup.adc.education.fr/bib/). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

Eric DENIS

CNRS
CEDEJ, Le Caire

Les échelles de la densification Le peuplement de l'Égypte de 1897 à 1996

RESUME

Entre 1986 et 1996, l'Egypte se peuplait de 11 M d'individus supplémentaires pour atteindre 59 M d'habitants. En dix ans, elle a connu une densification équivalente à sa population totale en 1907. La construction du peuplement depuis un siècle est interrogée dans la maille intermédiaire des districts, sur la base d'un essai de typologie des croissances et des articulations entres villes et campagnes. A cette échelle des bassins de vie, se révèle une géographie des temporalités et des formes d'agglomération divergentes dont la métropolisation n'épuise pas l'explication. La diversité des destins locaux invite à rejeter toute forme de totalisation en termes de surpopulation. Cette conception physiocratique des limites du peuplement est un écran à la compréhension des dynamiques d'occupation des territoires.

MOTS CLES

Egypte, géographie historique, peuplement, démographie, aménagement régional

ABSTRACT

Between 1986 and 1996, the population of Egypt increased by 11 million people to reach to 59 million. Thus, over ten years, the population increased by an amount equivalent to the total in 1907. In order to devise a typology of population growth and the articulation between urban and rural areas, the settlement pattern over the last century has been studied at the intermediate scale of the district. This analysis provides a geography of temporal change and different forms of agglomeration, not all of which can be explained by the process of metropolitan growth. The diversity of local destinies suggests that any

PEUPLEMENT *VS* SURPEUPLEMENT, OU DIVERSITE LOCALE *VS* APPREHENSION GLOBALE ?

Entre 1986 et 1996, l'Egypte se peuplait de 11 M d'individus supplémentaires pour atteindre 59 M d'habitants. En dix ans, l'Egypte a connu un apport équivalent à sa population totale en 1907. Avec 1 700 habitants/km^2 utile (cultivé ou habité), l'Egypte confirme son statut de pays le plus dense du monde, après les cités-Etats comme Singapour ou Hong Kong, et apparaît presque deux fois plus dense que le Bangladesh (930 habitants/km^2)[1].

Certes, avec un million de kilomètres carrés, la densité moyenne de l'Egypte n'est que de 59 habitants par km^2, c'est-à-dire pratiquement deux fois plus faible que celle de la France, mais l'Egypte n'est habitée en continu que sur 35 000 km^2 de part et d'autre de la vallée du Nil et de son delta. En termes d'espace habité, ce cadre étroit n'a été étendu que de 3 000 km^2 depuis 100 ans - entre 1897 et 1996 - alors que la population s'est multipliée par 6,5 (contre 0,5 pour la France au cours de la même période).

En ce sens, l'Egypte répond parfaitement à son image de pays surpeuplé. Mais cette expression supposée descriptive, que les discours scientifiques partagent avec les acteurs politiques et les journalistes, ne fait que favoriser une entrée dramatique. C'est une impasse. Outre qu'elle renvoie à un improbable *optimum* de population - idée aux racines physiocratiques - c'est-à-dire à une relation d'équilibre dépendant des capacités agricoles de subsistance, elle brouille l'observation au même titre que les expressions du type "démographie galopante" ou "explosion démographique". Le prisme du surpeuplement déforme la lecture des nuances du système de peuplement et de sa mise en place. Il confère aux habitants un simple statut d'agent démographique incapable, avec les instances de la société qu'ils composent, de tirer profit de la densité, des interactions, des marchés et des économies de distance, ou de l'équilibrer à travers des mouvements de redistribution interne.

Pour montrer les tendances et les nuances de la densification, nous analyserons comment, à l'échelle des districts ou *markaz*, dans ce cadre clos représentant à peine 4% du territoire de l'Egypte, s'est ajustée la population depuis 100 ans ; selon quelles modalités elle s'est structurée, métropolisée et redistribuée. Les limites du mouvement de conquête de nouvelles terres sur la longue durée ont leur importance au moment où le gouvernement égyptien engage des grands travaux de bonification, appelle les entrepreneurs à investir les déserts et cherche à mobiliser la nation dans de vastes projets d'aménagement supposés attirer en masse des habitants de la vallée du Nil vers les périphéries désertiques. Nous tenterons de montrer encore comment se tarit l'onde longue de métropolisation qui a caractérisé le siècle, autrement dit comment l'Egypte en est arrivée à un desserrement sans étalement. Ainsi se dessine une géographie dynamique, où ne se retrouvent pas forcément les grands cadres régionaux dans lesquels nous avons l'habitude de distribuer les nuances du peuplement et de l'activité et où, inversement, se donnent à voir des trajectoires locales de l'histoire et de la société. Nous essaierons de restituer en partie la complexité des destins locaux, lesquels ne peuvent se condenser dans des modèles généraux du type exode rural *vs* urbanisation et métropolisation ; ce qui conduirait à négliger l'importance des dynamiques de proximité ou le rôle des nouvelles terres, comme la diversité des temporalités à l'échelle des pays, c'est-à-dire la diversité des réponses des localités au changement global, voire l'indépendance partielle des destins locaux.

Pour ce faire, nous nous appuierons ici sur un maillage intermédiaire à limites constantes durant un siècle, composé de 155 unités spatiales : les districts (*markaz*). Cette géographie de "pays" (de bourgs et de villes avec leur *hinterland*) a été constituée sur la base d'une saisie des données des 5 000 unités censitaires locales pour les 12 recensements qui se sont échelonnés de 1897 à 1996. Ces données locales ont ensuite été agrégées dans la maille des *markaz* de 1996.

Auparavant, nous aurons souligné de quelle manière le siècle écoulé représente une unité d'analyse cohérente. En effet, l'Egypte, qui est si souvent présentée comme une figure éternelle, apparaît ici, à l'aube du XX^e s., comme un pays neuf. Avec la crue enfin maîtrisée, elle sort de l'eau. Son peuplement change de nature.

RETOUR AU TOURNANT DU XIX^e ET DU XX^e SIECLE

La reconquête de l'écoumène

Les formes contemporaines du peuplement de l'Egypte, la construction de sa carte moderne, de ses polarités urbaines et de ses terroirs ruraux comme de ses glacis désertiques, ne peuvent se lire qu'en référence à la très longue durée. Voilà une assertion que l'on retrouve en tête de nombreux ouvrages et articles qui voudraient rendre compte de l'Égypte contemporaine : de son agriculture (Ruf, 1988), de son système de villes (El-Kadi, 1990), ou de son système de peuplement (Hamdan, 1980). Cela revient à affirmer que le peuplement de l'Egypte pharaonique expliquerait largement la distribution actuelle de la population. Autrement dit, au-delà du puissant déterminisme naturel nilotique dont il reste difficile de s'affranchir, une armature urbaine pluri-millénaire

contraindrait jusqu'au peuplement contemporain. L'onde longue d'épanouissement de la civilisation pharaonique aurait si puissamment organisé l'espace égyptien qu'elle en aurait déterminé de façon définitive les points d'ancrage majeurs. Dès cette époque, l'essentiel aurait été fait, et la suite ne serait qu'une succession d'incidents ou de vibrations dans un cadre déjà parfaitement borné, déterminé à jamais. L'extrême longue durée convoquée pour affirmer la spécificité de la société égyptienne et son formidable ancrage historique constitue un puissant obstacle à la compréhension de la géographie de l'Egypte moderne et contemporaine. Par réductionnisme, elle mène à l'impasse, au regard d'une histoire du temps présent forcément complexe et diverse dès que l'on prend la peine de considérer ses composantes locales.

Certes, il existe un déterminisme nilotique fort, puisque toute l'histoire de l'Egypte se déroule dans ce cadre étroit d'environ 30 000 km^2, même si à certaines époques pharaoniques un climat plus clément a facilité l'ouverture de la carte de l'Égypte tant vers les oasis à l'ouest que vers l'est, alors qu'inversement le delta amplement inondé restait souvent très peu habité. L'étroitesse du cadre et l'insularité de l'écoumène égyptien facilitent ces rapprochements, mais ils ne disent rien de la filiation de l'Egypte moderne. Pour arriver à leur fin, ces auteurs doivent oblitérer la période arabe, la conquête (642-1250), les époques médiévale ou Mamelouk (1250-1517) et ottomane (1517-1798), ou simplement reconstruire ces périodes de manière incertaine, voire n'en retenir que les traits témoignant d'un déclin au regard d'un passé mythique.

Une co-occurence historique de site avec une imprécision de quelques kilomètres n'est d'aucune pertinence dans cet espace étroit - une ville contemporaine à proximité d'un site pharonique. Cela revient simplement à montrer, ni plus ni moins, que le peuplement de l'Egypte, cette île, ne s'est pas fait dans la mer de sable qui l'entoure ! Ceci vaut d'autant plus que, jusqu'au début du XX^e s., voire jusqu'à la mise en eau du haut barrage pour une partie de la vallée, la crue annuelle réduisait les possibilités d'implantation aux terrasses en bordure de la vallée et, plus généralement, aux buttes, ou *kûm,* et aux talus des berges du Nil toujours hors d'eau et surelevés par l'accumulation anthropique.

Cette construction de l'Egypte éternelle, unifiée et uniforme, s'appuie sur l'idée de centralisme hydraulique et sur la notion de "despotisme oriental" qui, sans s'altérer, auraient traversé les siècles (K. Wittfogel, 1964). Ainsi, l'Egypte, produit d'un pouvoir central fort, offrirait au regard un paysage unique d'espace irrigué remontant à la nuit des temps. Certes, le caractère pluri-millénaire d'un peuplement administré sur les rives du Nil doit être pris en considération, mais il s'agit souvent, chez les auteurs qui l'invoquent, d'une relecture superficielle de l'histoire que les égyptologues, prudents, ne confirmeraient généralement pas. Précisément parce qu'elle s'étend sur plus de 3 000 ans, la période pharaonique est difficile à condenser en un mode de gouvernement unifié administrant un territoire unifié.

S'il existe une certaine unité des paysages égyptiens, elle est totalement contemporaine. Les paysages les plus anciens sont le produit des efforts de maîtrise hydraulique engagés au XIX^e s. Auparavant, "à l'opposé de ce que pensaient les compagnons de Bonaparte, bien loin d'être le principe par excellence de l'unité de l'espace nilotique et de sa permanence, l'hydraulique, au contraire, a été l'un des premiers facteurs de sa diversité et de son évolution" (G. Alleaume, 1992). Il convient en particulier d'insister sur l'importance des diversités régionales et sur l'autonomie des systèmes locaux d'irrigation.

L'avènement de Muhamad `Ali en 1805 engage l'Egypte sur la voie d'un rapide mouvement de modernisation. Ce point de départ est important car il indique que le moment colonial n'est pas initiateur de l'élan moderniste et aménageur. La carte de l'Egypte s'ouvre dès les premières années du règne de Muhamad `Alî. Un pays nouveau se dessine et l'intervention des ingénieurs anglais à la fin du XIX^e s. complète le dispositif.

L'encadrement du territoire

Là encore, il convient, pour toute les raisons invoquées plus haut, de relativiser la stabilité, voire les filiations, des découpages administratifs de l'Egypte, surtout si, comme il se voit encore, les racines sont recherchées dans l'administration pharaonique et ses nomes (F. Meselhy et A.K. Sayed Elwan, 1996 ; El Kadi, 1990).

Au cours du XIX^e s., la mise en place d'un Etat moderne s'accompagne de nombreux remaniements de la pyramide des découpages administratifs du territoire. Ainsi "les divisions administratives furent assez flottantes sous Muhamad `Alî" (Deny, 1930). La maille qui nous intéresse, celle des *markaz,* ne deviendra un maillage essentiel de l'administration du territoire qu'à la fin du XIX^e s. (Ramzi, 1954). Le terme apparaît pour la première fois en 1871 et reprend un découpage antérieur en 64 *qism.* En 1890, l'organisation se précise : les 73 *markaz* se structurent autour de villes où s'implantent des représentants de l'Etat. Ce découpage accompagne la mise en place d'une géographie de pays structurée autour de bourgs et de villes qui s'affirment aussi en termes de services

attempt to totalise the concept of over-population should be rejected. This physiocratic conception of settlement boundaries is a barrier to understanding the spatial dynamics of development.

KEY WORDS
Egypt, historical geography, settlement, démography, regional planning.

1 - Surface utile : source FAO, 1995.

notamment de crédit ou d'usure, de commerce et de collecte des récoltes agricoles comme d'accès aux intrants.

La déconcentration administrative, la mise en place des tribunaux, des écoles et des administrations représentant la puissance publique reprennent, voire dessinent, des polarités locales. Le souci de la maîtrise panoptique du territoire et la volonté d'unification peut se lire à travers le recensement de 1897 qui intègre une mesure de la distance-temps entre les villages et le chef-lieu de district. La grande majorité des villages sont à moins d'une journée, souvent à moins d'une demi-journée de l'autorité. Outre les consignes fiscales et de police, les idées et les techniques circulent davantage. De même, la mobilité des personnes augmente. Ce maillage témoigne encore de l'achèvement de l'effort de mise au travail engagé par Muhamad `Alî. Il sera encore un facteur de prise de conscience de l'unité nationale. Il coïncidera d'ailleurs avec les premiers mouvements de libération nationale. Clairement, apparaît, accompagnant l'harmonisation et l'extension du système hydraulique et la mise en place de la pyramide d'un encadrement administratif unifié, une centralisation qui contribuera à armorcer une croissance primatiale dominante et un drainage des forces vives en faveur de la capitale. Le moment colonial sera à ce titre fondamental, préparant paradoxalement la capitale de l'Egypte indépendante.

La période 1897-1996 offre une unité marquée par la mise en relation des composantes locales d'un écoumène enfin intégré où l'on circule plus aisément. Lozach (1935) souligne de la manière suivante le décloisonnement de l'espace égyptien : "aujourd'hui le *fellah* (le paysan) se déplace, va jusqu'au *markaz*, jusqu'à la capitale de la province ; il prend contact avec une existence qui lui était étrangère il y a peu d'années. Les marchés eux-mêmes se trouvent plus largement approvisionnés et achalandés, le champ d'affaires s'élargit singulièrement, les relations se multiplient".

Pour autant, l'intégration ne signifie pas la disparition des destins locaux, l'uniformisation. L'unité reste une construction qui n'efface pas la coexistence et l'interdépendance d'une géographie de pays aux temporalités divergentes. La notion d'unité renvoie à une flèche du temps unique et finaliste, incapable de rendre compte des rapports complexes entre espace et histoire, mais visant davantage la construction d'un espace national unifié, l'édification d'un creuset homogène.

Les formes modernes du peuplement

Le XIX^{e} s. se caractérise par une véritable ouverture de la carte de l'Egypte qui accompagne la croissance démographique. La conquête de nouvelles terres est une constante des politiques volontaristes de l'Egypte depuis Muhamad `Ali.

Pour l'essentiel, il s'agit d'une reconquête, en ce sens que, depuis le début du XVIII^{e} s., l'élévation de larges étendues agricoles, ainsi que des lits de canaux et des diverticules nilotiques naturels par les dépôts de limon associés à la crue annuelle, rendait l'irrigation difficile une bonne partie de l'année. Ceci conduisit même au recul de la surface en culture au XVIII^{e} s.

De plus, en aval, les basses terres du delta étaient submergées par des surplus d'eau et les surfaces des lacs s'étendaient. Ainsi, au moment de l'Expédition d'Egypte (1798-1801), la moitié de la Daqahliyya, soit le nord-est du delta contemporain, était inondé. De même, les cours du Nil étaient très instables et de vastes terroirs pouvaient disparaître d'une crue à l'autre (Ashour, 1993).

Avec la maîtrise du Nil retrouvée grâce à la mise en œuvre de grands travaux hydrauliques (barrages, drains et canaux), la surface cultivée doubla une première fois entre 1820 et 1840 et une seconde entre 1840 et 1880 (Alleaume, 1998).

Au XIX^{e} s., en même temps que le système de villes se hiérarchise autour de l'administration publique, des manufactures, du transport et du commerce, le peuplement connaît un profond mouvement de dispersion, un véritable desserrement, dont la création des *`izba* témoigne clairement. Les *`izba*, ces écarts sur les marges mises en valeur par la grande propriété domaniale, constituent, autant que l'urbanisation, la révolution du XIX^{e} s. dans la distribution ou redistribution du peuplement. En outre, l'urbanisation est aussi marquée par la création de villes nouvelles. Le peuplement d'Isma'îliyya et de Port-Saïd accompagne la construction du canal de Suez inauguré en 1862. De même, Zaqâzîq, naît des aménagements hydrauliques en Sharqiyya (Baer, 1969). Assouan, petite ville de garnison, verrou de la Nubie, décolle avec la création du premier barrage en 1902. D'autres villes, d'Armant à Kûm Umbû, doivent tout aux grandes sociétés sucrières ou textiles comme Damanhûr ou Kafr al-Dawwâr. Louxor émerge au tournant du siècle avec les premières croisières sur le Nil organisées par Thomas Cook...

Nombreuses sont donc les grandes villes qui ne doivent rien à l'histoire pluri-millénaire de l'Egypte, mais beaucoup à leur insertion au système monde. De même, de grandes cités de la vallée, comme Asyût ou Qûs, s'imposèrent avec le commerce transarabique des épices et des étoffes à l'époque médiévale, ou des ports comme Rashîd (Rosette) à l'époque ottomane. L'Alexandrie ptolémaïque devait son extraordinaire expansion

au commerce du blé égyptien vers Rome. A présent, par le nombre d'habitants, Port-Saîd s'impose comme la sixième agglomération d'Egypte, Zaqâzîq la septième et Isma'îliyya la onzième.

Les *`izba* accompagnaient la progression de ce qu'il est convenu d'appeler "la révolution de l'industrie agricole", autrement dit la forme spécifique que prendra la révolution industrielle en Egypte (Alleaume, 1995, 1998). Ce ne sont pas de simples unités de peuplement dispersées. Elles témoignent du souci des entrepreneurs associés à la puissance publique d'intégrer les valeurs réformistes quant au logement, l'hygiène, la santé et l'éducation. L'habitat groupé est ordonné, planifié (Lozach et Hug, 1930). Il devait être suffisamment attractif pour arracher la main-d'œuvre à ses villages d'origine et garantir son développement dans l'intérêt des investisseurs. En 1897, l'Egypte compte 12 951 *`izba* dont 9 126 dans le delta réparties de façon centrifuge, leur nombre se densifiant dans les *markaz* périphériques : par exemple, 710 *`izba* à Itay al-Barûd en Buhayra, sur les marges nord-ouest du delta, contre 50 à Shibîn al-Kûm au cœur de la Minufiyya, entre les deux branches du Nil, d'agriculture et de peuplement anciens, donc laissant peu de prise aux grands domaines. Au toponyme *`izba*, il faudrait ajouter celui de *`abadiyya* qui renvoie, notamment dans la vallée, à des terres non cultivées parce que trop élevées ou éloignées des canaux, données à des hauts fonctionnaires disposant des capitaux nécessaires à leur mise en valeur.

Jusqu'à l'arrivée des Officiers Libres en 1952, l'ouverture de la carte de l'Egypte utile répondait pour l'essentiel à une volonté capitaliste d'accroître les revenus agricoles du pays et à faire émerger surplus et bourgeoisie entreprenante, donc modernisation et industrialisation. Ce mouvement se prolongea jusqu'à la révolution nationale et l'indépendance, en combinant les intérêts d'une élite de grandes familles égyptiennes, comme les Boutros Ghali en Sharqiyya (sud-est du delta) ou les Waylî dont l'actuel ministre de l'agriculture est issu, et ceux d'investisseurs étrangers, voire de sociétés, comme Agnelli qui possédait une vaste exploitation au Fayyûm. Bien sûr, la faillite de 1879, et la mise sous tutelle britannique des finances et de l'administration de l'Egypte à partir de 1882 devait sensiblement réduire les possibilités locales d'articulation entre agricultures commerciales et industries au profit des ateliers de Liverpool ou Manchester[2]. De même, l'action publique était contrainte par la "Caisse de la Dette" ; ainsi, au début du siècle, la totalité de la taxe foncière de la Gharbiyya, province agricole la plus riche d'Egypte, y était entièrement consacrée. Mais cela n'empêcha pas l'émergence de villes industrielles et commerciales dans le delta, avec le coton, le pressage, le filage et le tissage, sans oublier les bourses cotonnières comme à Mansûra. Dans la vallée, l'exploitation de la canne à sucre conduisit à la création *in situ* de villes ouvrières et agricoles autour de sociétés intégrant toute la chaîne de production, notamment à Hawâmdiyya, Bîba, Abû Qurqas, Matay, Armant, Maghagha ou Nag' Hamadî puis, à partir des années 1920, à Kûm Umbu, Bilqâs ou Fikriyya.

Ensuite, au cœur de l'élan d'édification de la jeune nation égyptienne, la conquête des marges désertiques du delta fut redéfinie selon la volonté mobilisatrice de bâtir une société nouvelle sur des espaces neufs et de briser la valorisation latifundiaire par la distribution de lots à des paysans sans terre réunis autour de villages modèles, en particulier en Bahayra (Fanchette, 1995). Seulement, l'effort de guerre durant toute l'expérience nasserienne ne permit pas, malgré l'édification du haut-barrage d'Assouan, un suivi et un encadrement suffisant des projets. Le potentiel du haut-barrage servira surtout la Révolution verte impulsée par le gouvernement Sadate en 1978 pour répondre à l'accroissement rapide des importations de blé[3].

La mise en place progressive d'une contre-réforme libérale après la guerre de 1973 et la signature des accords de paix avec Israël, se sont traduites progressivement par un retour de l'effort de mise en valeur des espaces désertiques s'appuyant à nouveau sur la grande propriété et de vastes concessions à des sociétés privées en mesure d'assurer les investissements nécessaires à la valorisation de sols arides - forage, pompage, goutte-à-goutte, sélection des espèces... (Ireton, 1998). La dynamique d'investissement privé qui associe capitaux égyptiens et étrangers dans des exploitations de plusieurs milliers d'hectares, particulièrement en Bahayra et en Sharqiyya n'interviendra qu'à partir de 1991. Auparavant, la bonification était encore jalonnée de considérables ratages, d'investissements sans lendemain et, donc, de conquêtes suivies d'abandons et de reculs (Meyer, 1994).

Pas d'élargissement contemporain de l'écoumène

Malgré l'apparente contradiction des modèles, entre un début de siècle qualifié de libéral, une construction nationale s'affirmant socialiste et la relance néolibérale actuelle, il existe pourtant une continuité des discours quant à la nécessité de sortir de la vallée. La volonté de fonder une société nouvelle sur un espace vierge demeure constante, comme alternative à la réforme forcément plus complexe de la société ancrée sur les berges du Nil.

Les grands chantiers des années 1990-2000 qui associent investissements publics, capitaux arabes

2 - En 1945, le secteur industriel et énergétique représente 12% du PNB.

3 - 40% des besoins sont couverts par des importations en 1970, 76% en 1983 et 48% en 1995.

et des sociétés égyptiennes, que ce soit de part et d'autre du canal de la Paix dans le Nord-Sinaï ou dans le projet de Tushka - Nouvelle Vallée, entre le barrage d'Assouan et l'oasis de Kharga, se veulent mobilisateurs. Ils représentent un potentiel théorique de mise en valeur de l'ordre de 1 700 km^2 chacun. Dans l'enthousiasme nationaliste, il s'agirait de bâtir une nouvelle Égypte. La jeunesse devrait partir en masse vers ces nouveaux horizons. Les investisseurs, valorisés comme une société civile dévouée à l'Egypte, et disposant des capitaux nécessaires, sont davantage mis en avant que durant les années 1960.

Ces grands projets oblitèrent totalement la question de la disponibilité en eau, qui reste pourtant la contrainte majeure de l'Egypte. La question agricole ne se pose pas en termes de surface disponible, mais de capacité d'irrigation. L'accès de l'Egypte à l'eau du Nil est en effet contraint par l'accord de 1969 entre les pays riverains du bassin (Ethiopie, Soudan et Egypte) qui concède à l'Egypte 55,5 milliards de m^2 par an. Et, de l'aveu même du ministre de l'agriculture, un déficit est prévu aux alentours de l'an 2000, malgré des efforts de recyclage. Il exigera des réformes dans l'agriculture, notamment la réduction des surfaces en riz et en canne à sucre, voire une tarification de l'eau. Déjà, d'anciennes bonifications souffrent d'un manque d'eau. Parfois encore, le pompage privilégié vers les nouvelles terres réduit en retour l'accès à la ressource hydraulique des bassins agricoles les plus proches du Nil. En 1992, un rapport conjoint du ministère de l'agriculture et de la Banque Mondiale plaidait pour "a more modest newlands reclamation program", mais l'appareil politique semble ne pouvoir se départir d'impératifs qui l'amènent à reformuler en permanence des projets susceptibles de transcender la ferveur nationaliste, l'angoisse d'un territoire vide face au trop plein humain. Ainsi s'exprimait le président Mubarak en mars 1998 parlant de Tushka : "le projet résoudra l'incompatibilité entre la population et les ressources en terres. Envahir le désert est un défi et un devoir. Il n'y a désormais plus de place dans la vallée".

Indépendamment de ces déterminants physiques difficilement contournables dans l'état actuel des techniques et des capacités financières de l'Egypte, les développements post-nassériens n'ont plus d'impact en termes de peuplement. En effet, les domaines latifundiaires ne génèrent pas la création de nouveaux hameaux mais simplement des mobilités temporaires de mains-d'œuvre depuis les villages du delta. Ici, s'impose notamment l'embauche saisonnières des enfants pour les récoltes non-mécanisées des fruits et des plantes médicinales, surtout des filles qui ne sont pas, ou plus, scolarisées (Denis et Fergany, 1994). Les exploitations mécanisées ont une faible capacité d'emploi : une ferme composée de 10 pivots d'une centaine d'hectares, soit 1 000 ha de blé ou d'orge, nécessite la présence permanente de 10 employés au maximum. Dans le *markaz* de Sadat dont la majorité des cultures sont sur des puits exploitant des nappes qui se renouvellent très lentement par inféroflux, une planification privée de la gestion de l'eau imposée par les grands propriétaires a conclu à l'impossibilité d'une poursuite de distribution des ressources en eau en faveur des petites exploitations. Ces dernières sont considérées comme incapables de conduire de façon rationnelle et coordonnée la mise en valeur de nouvelles terres, leurs capacités d'investissements sont insuffisantes. La conclusion est donc qu'il convient de privilégier et de soutenir les grands propriétaires, voire de faciliter la revente des parcelles mal valorisées au profit des grands domaines. De fait, les projets les plus récents ne laissent plus de place à des investisseurs qui n'entreprennent pas la valorisation de plus de 20 ha et souvent les mises en vente concernent des lots de plus de 100 ha. Ceci conduit à réduire d'autant les opportunités d'ancrage d'une population.

Calculée d'après le SIG EGIPTE[4], les 34 820 km^2 de l'écoumène actuel - hors Nil, lacs et franges non habitées - peuvent être rapprochés des 31 825 km^2 de 1900 (Faïd et Atallah, 1902). La surface des *markaz* peuplés et mis en valeur depuis moins de 100 ans est donc de l'ordre de 3 000 km^2, soit 8% de la surface habitée actuelle.

Cette surface est à rapprocher des 3 800 km^2 considérés par le ministère de l'agriculture comme les zones de bonification ancienne, datant pour l'essentiel d'après 1952 (Rapport, 1992). Les visées de peuplement ayant été en partie tenues par la distribution des terres en petites propriétés, les paysages y sont relativement denses. En revanche, les 7 900 km^2 mis en valeur plus récemment, avec la Révolution Verte, ne peuvent être intégrés à une géographie du peuplement. Il est en effet difficile, pour les raisons invoquées précédemment et liées à la forme latifundiaire de ces développements, d'y voir un potentiel d'extension de l'espace habité.

Les densifications observées sur les marges du delta prennent en effet un sens différent de celles du cœur du delta. Dans le premier cas, il faut y voir l'avancée d'un front de peuplement - un processus d'étalement, donc - alors que dans le second cas, elles reflètent un mouvement d'accumulation *in situ*, voire des formes de polarisation urbaine.

L'EGYPTE EN 1996

Le redéploiement

Si l'onde séculaire de métropolisation, c'est-à-dire la croissance dominante du Caire et d'Alexandrie,

4 - Le SIG "EGIPTE" (Explorations géographiques informatisées sur la population et le territoire de l'Egypte) est un programme de recherche et de coopération lancé en 1993 par F. Moriconi-Ebrard, sous l'égide du Ministère des affaires étrangères, du CNRS (PIR-Villes) et du CEDEJ. Il rassemble toutes les informations publiées au niveau local (villages, villes, quartiers) depuis 1897 et permet leur cartographie. Ici, les limites de l'écoumène dans le SIG EGIPTE ont été tracées par réduction des surfaces administratives des unités périphériques calées sur une couverture satellitaire Spot-Image réalisée dans le cadre du projet de coopération de suivi des cultures Alice, implanté dans le centre de recherche du ministère égyptien de l'Agriculture.

a largement déterminé la structuration du peuplement depuis 100 ans, ce sont désormais, à limite constante, les campagnes qui tirent la croissance de l'Egypte. L'exode rural fut incontestablement important, bénéficiant, avant les années 1960, plus aux deux métropoles qu'aux villes de province (tabl. 1). Cependant, il est désormais devenu résiduel.

Depuis les années 1970, s'amorce un mouvement de tassement de la croissance métropolitaine très fortement corrélé à la quasi-disparition des migrations de longue portée, inter-régionales, des campagnes vers les villes (Ireton, 1998). En 1986[5], le nombre d'habitants résidant dans une zone urbaine et ayant résidé auparavant dans une zone rurale, ne représentait déjà plus que 5,5 % du total des migrants survivants.

En 1996, avec 17 % de la population totale de l'Egypte, le poids de l'agglomération du Caire est redescendu à son niveau des années 1960. Il a culminé à 19% en 1966. La période 1986-1996 confirme ainsi, de façon très nette, un double mouvement de diffusion ou d'étalement du phénomène urbain déjà perceptible durant la décennie antérieure. Dans un contexte de tassement généralisé de l'essor démographique, les territoires de plus forte croissance, supérieure à la moyenne nationale, ne sont plus les villes mais des bourgs qui, la plupart du temps, n'entrent pas dans la catégorie urbaine officielle. Autrement dit, les campagnes, le système des hameaux, des villages et des bourgs, croissent plus vite que celui des villes. Le taux de croissance annuel moyen de l'urbain officiel est désormais inférieur à celui de l'Egypte. Le tassement de la croissance des métropoles, du Caire et d'Alexandrie, est encore plus accentué.

Se profile donc une bifurcation dans l'évolution de la distribution de la population égyptienne, car depuis un siècle, la croissance du système des villes avait toujours été plus forte que celle des campagnes, répondant ainsi au schéma classique de la polarisation et de l'urbanisation. Désormais, l'essor des villes n'est plus, pour l'essentiel, que le produit d'un croît naturel lui même fléchissant. Elles ne doivent presque plus rien aux migrations, elles perdent même des habitants selon des logiques de dédensification et de migration centrifuge vers des périphéries et des bourgs satellites comptabilisés parmi les unités rurales. Naturellement, il ne faut pas présumer ici de l'importance qualitative des flux inverses et de leur rôle en matière de structuration différentielle du système de peuplement.

En d'autres termes, dans ce contexte de plus grande fixation des lieux de résidence et de baisse globale de la fécondité, les différences de croissance sont surtout le produit des écarts géographiques de fécondité. Si le nombre d'enfants final par femme, ou indice synthétique de fécondité (ISF), est passé globalement de 6,5 en 1960 à 3,6 en 1994, les écarts régionaux s'échelonnent en 1995 de 5,2 pour la vallée "rurale" à 2,8 pour le Caire. Au Caire, l'ISF était de 4 en 1960. Ces disparités régionales, qui se déclinent en de plus importantes différences encore à l'échelle micro-locale, expliquent la place prépondérante des zones rurales en termes de croissance. Il s'ajoute à ces disparités une inégalité face à la mort[6]. Reste néanmoins à expliquer pourquoi les migrations se sont si fortement réduites et ne lissent plus ces écarts.

La configuration générale est comparable à ce qu'elle était à l'orée du XX^{e} s. (1897-1907). Le siècle écoulé prend dès lors la forme d'une onde longue de métropolisation. Ce mouvement séculaire s'efface désormais au profit des échelons inférieurs de la hiérarchie des unités de peuplement. L'étalement se substitue à la polarisation ou, plus exactement, la polarisation se décale vers le système des bourgs et des villages. Elle répond en cela au modèle de "dispersion concentrée" proposé et décrit par Richardson en 1980.

Ce mouvement de redistribution peut être qualifié de "contre-métropolisation" ou, pour reprendre l'expression anglo-saxonne consacrée, de "renversement de la polarisation" (Richardson, 1977). En effet, l'Egypte est passée d'un mouvement de polarisation très marquée de la croissance démographique, tiré vers le haut de la hiérarchie du système de villes, à un processus de contre-métropolisation. Expression que nous préferons à l'expression de contre-urbanisation, cette dernière recouvrant en partie une erreur d'appréciation dans l'extension des aires urbaines. Ici nous ne postulons pas un arrêt de l'urbanisation, voire de la polarisation, mais simplement un décalage centrifuge du processus d'urbanisation. En outre, le concept de contre-urbanisation (Berry, 1978) associe à la déconcentration de population une stabilisation des taux de croissance économique, ce qui ne vaut pas pour des pays en voie de développement comme l'Egypte, où le taux de croissance du PIB a été par exemple de 4,7% en 1995 et 5,3% en 1996.

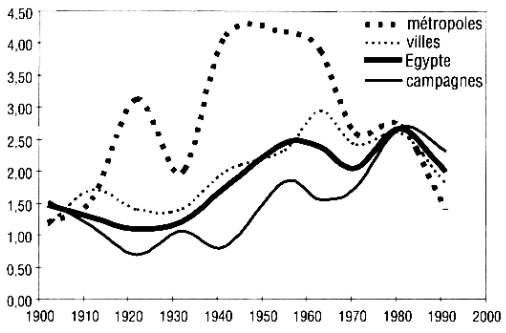


Figure 1 : Taux annuel de croissance
Métropoles = Le Caire et Alexandrie (respectivement 11 et 3 M habitants en 1996)

5 - Les données migratoires pour 1996 ne sont pas encore disponibles.

6 - En 1990, l'espérance de vie s'établissait à 66 ans au Caire contre 62 dans la province de Minya (*Egyptian Human Report*).

Le renversement des modalités de l'urbanisation, son étalement, est au contraire fortement associé à l'essor économique. Il favorise la circulation des marchandises et des biens et réduit donc l'importance de la proximité avec la métropole.

Cette contre-métropolisation se caractérise par un glissement de la croissance vers les échelons inférieurs du système de peuplement - les bourgs et les villages - et par une dynamique de redéploiement centrifuge des métropoles et des capitales de province. Le paradigme rend compte d'une combinaison entre la forte croissance dans les unités les plus petites et le desserrement dans les unités les plus grandes.

Ce mouvement s'accompagne d'un vieillissement de la population des centres des grandes villes par migration des plus jeunes vers les périphéries, et de l'effondrement des migrations définitives vers les grandes villes, au profit des migrations circulaires. Ces dernières favorisent le développement des fonctions de service et de commerce dans les échelons inférieurs du système de peuplement et introduisent ainsi une logique cumulative de stabilisation du territoire. En partie, ce sont désormais les marchandises qui viennent vers les habitants, les grandes villes ne monopolisent plus le commerce. On passe progressivement d'une accessibilité par mobilité des personnes à une proximité avec les marchandises et les services par création d'activités nouvelles sur place. Dans ce contexte, la métropolisation est autant à concevoir à l'échelle du "pays", c'est-à-dire des bourgs et des villages qu'à l'échelle du système de villes tel qu'il est envisagé de façon classique.

Si nous retenons comme villes les agglomérations morphologiques de plus de 10 000 habitants (Moriconi-Ebrard, 1994), l'Egypte en comptait 463 en 1986 contre 48 en 1897. En 1986, ces villes étaient deux fois plus nombreuses que celles retenues par la définition officielle. Elles donnaient une population urbaine regroupant 57% des Egyptiens contre 44% pour le taux officiel. En 1996, avec 888 agglomérations de plus de 10 000 habitants, le système a atteint un seuil limite lié à l'exiguité du territoire et à la proximité des unités entre elles : l'agglomération des agglomérations entre elles devrait réduire le nombre de villes.

Ces changements sont étroitement corrélés au passage d'une économie de pénurie et de rareté généralisée des produits et des services, avec une distribution étroitement organisée par les services de l'Etat, à une économie entrepreneuriale et d'abondance des marchandises. Si les problèmes d'accessibilité réelle des familles à ces marchandises et ces services restent entiers, la nature des contraintes a changé. Le coût s'est substitué à l'absence. Le rapport à la marchandise change de même que la nature des frustrations et, de façon corrolaire, la hiérarchie sociale est ré-interprétée. De plus, depuis le début des années 1980, la déplanification progressive des mises en culture et la suppression des monopoles publics d'achat des récoltes jouent en faveur d'une multiplication des intermédiaires et des marchés locaux. Enfin, l'accessibilité améliorée rend les populations plus à même d'opter pour des stratégies qui valorisent les attaches, les réseaux locaux d'entraide familiale, plutôt qu'une migration vers la grande ville, voire stimule des migrations du type retour au "pays".

L'exiguité et la proximité sont les facteurs amplificateurs de ce renversement dans la distribution des populations, car elles favorisent l'accessibilité aux marchandises et aux services, de même que les migrations circulaires. S'y associe bien entendu un puissant développement des transports interurbains privés, avec en particulier l'explosion du parc des microbus durant les années 1980-90. Avec 1 750 habitants/km^2 en moyenne l'écoumène égyptien a une densité comparable à celle de la *mégalopolis* New-York-Washington. Une enquête conduite en 1997 soulignait dans les termes suivants combien les distances sont à présent réduites : 91% des familles interrogées se disent à moins d'une demi-d'heure d'un souk local et 74% d'un marché hebdomadaire, ou encore 96% d'une école primaire et 90% d'une école secondaire[7]...

Ce redéploiement, ou ce changement d'échelle dans la polarisation, se traduit par une multiplication des pôles. L'Egypte est passée d'un mouvement unipolaire de métropolisation nationale à l'activation d'une diversité d'aires locales métropolisées. Corrélativement, en 1986, 58% des migrants survivants avaient changé de commune ou *nahya* (dernière résidence) sans changer de région. La portée de la majorité des migrations était donc déjà réduite, d'autant plus que 73% des migrations inter-régionales représentaient des échanges entre villes.

Pour autant, il ne faudrait pas conclure à une disparition de la métropolisation nationale. Il y a emboîtement des échelles de polarisation. En effet, même si les manières d'habiter l'Egypte ont profondément évolué, il n'en reste pas moins que, dans cet écoumène étroit, l'inertie des processus d'accumulation de population marque la distribution spatiale de la population. Autrement dit, indépendamment des tendances, les chiffres absolus, c'est-à-dire en l'occurence la dynamique "vraie" des unités de peuplement - villes, bourgs, villages et hameaux -, réduisent l'influence des mobilités des personnes sur la configuration de l'ensemble. Ainsi en 1996, malgré le tassement net du poids de l'agglomération du Caire, et même le fléchissement de la croissance de la plupart des *markaz* périphériques, 25% de la croissance de la décennie 1986-96 et 27% de la population du pays

7 - DATT G., JOLIFFE D. et SHARMA M. 1997, *An Analysis of Household Survey Data for 1997*, International Food Policy Research Institute, Food Security Research Project in Egypt. (L'échantillon de l'enquête comptait 2 500 familles réparties selon 256 unités urbaines, 196 rurales et 20 provinces).

se concentraient dans un rayon de moins de 40 km autour du Caire. Plus encore, 50% de la croissance et de la population étaient regroupés dans un rayon inférieur à 80 km du centre du Caire.

Aussi, dans le premier cercle des 25%, la densification en dix ans a parfois été supérieure à un croît de 1 000 habitants/km^2 et globalement s'échelonne entre 500 et 1 000. L'analyse des tendances ne doit pas faire oublier que la densification se joue entre des individus et dans un rapport au territoire. On assiste à des reformulations très rapides des configurations des formes d'habiter, tant matérielles que socio-politiques (des formes d'être ensemble), donc des appartenances et des allégeances. En zone rurale, le nombre d'immeubles comprenant plusieurs logements a plus que doublé en 10 ans (1986-96) pour atteindre un volume équivalent à celui des villes. Avec les formes d'habiter, les pratiques changent. De même, sous l'effet de la densification, c'est un essor de l'anonymat qui s'opère. Les formes traditionnelles de pouvoir, notamment les familles, entrent en concurrence avec d'autres formes d'associations médiatrices et, bien sûr, avec des individus agissant pour eux-mêmes. Ces "entrepreneurs" individuels ou collectifs sont favorisés par la plus grande circulation des biens, des personnes et des idées.

Les déserts, ces gisements temporaires

En 1996, le bassin nilotique de l'Egypte regroupait 98,62% de la population égyptienne, contre 98,87% dix ans plus tôt. Les effets démographiques des politiques publiques de colonisation des déserts, pour l'essentiel de leurs franges littorales, sont donc extrêmement faibles. Les 300 000 habitants supplémentaires des déserts ne représentent qu'une contribution de 2,7% au regard du gain global de 11 M habitants.

Certes, les déserts conservent les taux de croissance les plus forts d'Egypte, mais ici comme ailleurs, ils ont fortement fléchi, passant de 8% par an durant la décennie 1976-1986 à 4,3% durant la décennie suivante. On peut estimer le solde migratoire dans les zones désertiques à 90 000 personnes pour la période 1986-96. Autrement dit, 0,18% de la population vivant dans la vallée et le delta en 1986 aurait fait le choix d'une migration vers un site d'exploitation des rentes (pétrole et tourisme).

En outre, jusqu'à présent, une prédominance masculine très nette indique qu'il existe peu de projet d'installation définitive dans les sites les plus dynamiques. Ces localités pionnières, qu'elles soient liées à l'exploitation pétrolière, comme al-Tûr (+8,4% par an), ou à l'expansion des *resorts* des rives touristiques de la Mer Rouge comme Sharm al-Shaykh ou Ghardaqa (respectivement, +16% et +11%), attirent des jeunes hommes qui y voient à leur niveau, et à l'image des investisseurs, une rente à exploiter en vue d'une stratégie d'affirmation de leur position sociale dans leur ville ou leur village d'origine. La plupart d'entre eux cherchent par l'exil à accumuler l'argent nécessaire pour se marier au pays et y investir. En 1996, Sharm al-Shaykh comptait 258 hommes pour 100 femmes, Tûr 130 et Ghardaqa 154. Ces sites jouent, en ce sens, comme relais de migrations de travail dans les pays du Golfe de moins en moins attractifs, voire fermés comme l'Irak.

L'aménagement des littoraux a joué un rôle considérable dans l'extension de l'écoumène, mais les projets les plus anciens comme Marsâ Matrûh montrent, avec un taux annuel tombé à 1,6% pour 80 300 habitants, les limites de telles orientations. Seule al-Arîsh, à la fois cité balnéaire et capitale structurant une côte méditérranéenne Nord-Sinaï qui rassemble 30% de la population des déserts d'Egypte, s'affirme comme une métropole régionale, jouant aussi de sa position d'interface avec Israël et Gaza.

Le modèle insulaire caractérise sans faille la nature du peuplement de l'Egypte. Les développements récents hors de la vallée ne remettent pas en cause cette configuration, voire la renforcent par contraste. La géographie de l'Egypte n'est donc pas celle d'un espace de souveraineté, mais celle d'un foyer de peuplement dans un Etat aux frontières toujours menacées par une distribution des hommes et des activités qui n'est pas à la mesure de l'étendue. Ces faiblesses privent l'Egypte d'une des dimensions fondamentales de la légitimité territoriale - l'occupation humaine -, comme en témoignent le conflit latent avec le Soudan pour la propriété du triangle d'Halayib, la question du Sinaï ou de la frontière avec la Libye.

UN SIECLE DE DENSIFICATION A L'ECHELLE DES PAYS

Dynamique de la métropolisation

De 1897 à 1917, il fallait cumuler la population des 12 unités les plus peuplées pour obtenir 25% de la population totale de l'Egypte. Ce premier quartile représentait 12% de la surface habitée : pour l'essentiel, les deux métropoles et l'entre-deux Nil jusqu'à Mahalla-al-Kubra, région la plus fertile de l'Egypte - d'où son nom de "Ventre de la vache - mais qui fut aussi le cœur de l'Egypte moderne. Fort de sa position médiane entre Le Caire et Alexandrie, durant le XIX^e s., le "Ventre de la vache" a porté les formes les plus abouties de l'agriculture commerciale, de l'industrie textile et des transports. Par la suite, la surface ne cesse de se concentrer pour ne plus être formée, en 1976, que par les deux métropoles - Le Caire et Alexandrie. De même, le second et le troisième quartile se concentrent : en 1960, ils ne totalisent

plus que 21% du territoire contre 46% en 1917 ; ils sont réduits au *markaz* des grandes métropoles de province. En revanche, le dernier quartile, composé des périphéries maritimes du Delta, en vient à occuper 72% du territoire, contre 44% initialement. Ce mouvement est le produit de l'onde séculaire de métropolisation qui a aspiré les forces vives de nombreux *markaz* du sud et du centre du delta vers les plus grandes villes, alors que l'incidence du peuplement des nouvelles terres (*post* 1952) n'apparaît pas encore. En 1960, Le Caire regroupe plus de 43% des migrants interprovinciaux survivants, et Alexandrie 14% (Ireton, 1998).

Le peuplement du canal de Suez, contrarié par le climat politique - agression tripartite de 1956, défaite de 1967 et guerre d'usure de 1967 à 1973 -, apparaît selon une temporalité différente, décalée vers le présent par rapport au fléchissement de la métropolisation qui n'intervient clairement qu'en 1996 avec la réapparition de Mahalla al-Kubra dans le premier quartile. Dès 1976 en revanche, le second et le troisième quartile opèrent un redéploiement qui les amène à occuper 46% du territoire, alors que le quatrième décline à 52%. Le canal de Suez se reclasse de même que les nouvelles terres en particulier vers l'est du delta. La redistribution joue jusqu'en Moyenne-Egypte, au Fayyûm et dans la région de Minya et Mallawî, ainsi que dans les *markaz* des capitales régionales de Haute-Égypte, comme Sûhâg et Qîna.

Ainsi se dessine le triple mouvement séculaire de peuplement, avec l'onde de métropolisation dominante, la densification sur les nouvelles terres en contrepoint et, enfin, une phase de croissance diffuse. Ces mouvements se font l'écho des formes de regroupement de la population qui prolongent la prise en main du territoire au XIX[e] s.

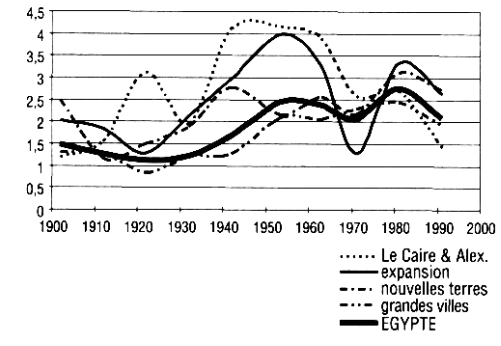


Figure 2 : Les profils tirant la croissance de l'Egypte vers le haut

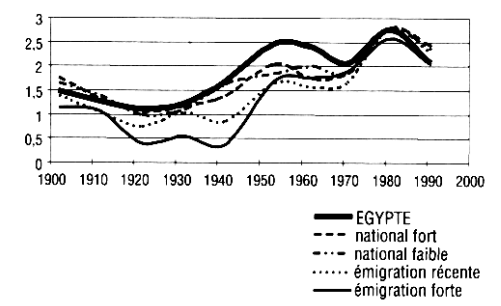


Figure 3 : Les profils longtemps inférieurs à la moyenne nationale

Typologie et interdépendance des croissances

Sur la base de l'évolution du poids de chaque *markaz* dans la répartition de la population de l'Egypte depuis 100 ans, il est possible de construire une typologie qui donne 8 profils d'évolution formant une mosaïque de destins locaux divergents mais interdépendants.

Ces 8 profils, portant sur 155 *markaz*, ont été construits sur la base d'un tableau donnant le poids de chaque *markaz* en pourcentage de la population totale pour les 12 recensements de 1897 à 1996.

Les deux métropoles, Le Caire et Alexandrie, ont été isolées. Le mouvement séculaire de métropolisation les fait passer d'un regroupement de 11% des habitants de l'Egypte à 24%. Les 7 autres profils peuvent être divisés entre ceux qui tirent la croissance générale vers le haut et ceux qui, au regard du taux moyen de l'Egypte, sont les plus affectés par des mouvements d'émigration vers les zones les plus dynamiques.

Le tassement récent des taux d'accroissement du Caire et d'Alexandrie et des métropoles régionales s'accompagne du redressement des districts qui, durant plus de 80 ans, ont connu une croissance inférieure à la moyenne nationale. Avec les nouvelles terres, ce sont désormais ces derniers qui entraînent la croissance de l'ensemble.

Sur la longue durée, ces profils permettent de souligner combien la métropolisation a capté de façon relativement exclusive, jusque dans les années 1930, la croissance de l'Egypte. La phase d'intense exode régional - pour ne pas le réduire *a priori* à sa composante rurale - apparaît bien dans la période 1920-1940. Elle connaîtra une sensible réactivation vers 1960-1970.

La différence entre les types doit beaucoup aux migrations. Depuis un siècle, elles sont globalement parties vers des zones plutôt rurales, de forte fécondité, ou des villes où la transition démographique est plus affirmée (Abu Lughod, 1965). Aussi, que ces dernières aient des taux de croissance plus élevés, témoigne de l'intensité immigratoire en leur faveur ; une tendance lourde aux effets mutiplicateurs, puisque l'apport de familles jeunes contribue à la remontée de la natalité.

Les profils qui tirent la croissance de l'Egypte vers le haut ne peuvent être cependant réduits à quelques villes. Par ailleurs, les nouvelles terres, espaces de plus fortes croissances, combinent désormais forte fécondité et intense immigration. Les champs migratoires, même s'il existe une liaison préférentielle avec la capitale, ne doivent

surtout pas être réduits à un exode rural primo-orienté.

En outre, si les migrations de longue portée, interprovinciales, ne sont pas négligeables, elles n'ont jamais concerné, à leur maximum en 1960, que 10,7% de la population totale. En 1986, 7,5% des Egyptiens résidaient dans une province où ils n'étaient pas nés (Ireton, 1998). L'amplitude des migrations se réduit avec l'onde de métropolisation et se retrouve, selon des proportions comparables à celle du début du siècle - 6,2% en 1907. Une part trop belle a donc été accordée à l'exode rural, ce qui a conduit à négliger les mobilités locales. Pourtant, en 1986, 58% des migrants survivants étaient toujours dans leur province d'origine. Les 3/5 de ces derniers avaient simplement changé de village, souvent pour des raisons matrimoniales et d'accès à la terre. Cette tendance révèle encore l'importance des migrations vers les périphéries administrativement rurales des villes de la région. Les autres avaient opéré une émigration de déconcentration des centres urbains vers leurs périphéries rurales. Ces mouvements indiquent combien les schémas réducteurs, qui conduisent à la description de l'explosion urbaine et à son association avec un processus de ruralisation des villes associé à l'exode rural, tiennent davantage de la construction d'un mythe fondateur et fonctionnel, c'est-à-dire servant une politique, que de l'interprétation des faits[8].

La question pourrait être retournée : pourquoi ne migre-t-on pas davantage vers les grandes villes ? La diversité des trajectoires locales invite à se méfier des schémas d'analyse généraux, sortes de "prêt-à-penser" qui flottent entre la description médiatique, le discours politique et l'entreprise savante. Les respirations générales du peuplement décrites ici, une fois déclinées à travers leurs composantes urbaines et rurales comme leurs discontinuités spatiales, révèlent leur complexité et leur rugosité, donc leur irréductibilité à un modèle général condensant les destins locaux .

Des destins de pays

Profil 1 : "expansion", ou politiques publiques

Ce groupe est dominé par 3 trois grands centres urbains - Port-Saïd, Isma`îliyya et Assouan - qui doivent beaucoup à la volonté publique. Le bond des années 1950-60 correspond à la fois à une phase d'investissement de la zone du canal après sa nationalisation en 1956 et à la construction du barrage d'Assouan. Entre 1960 et 1966, le taux de croissance d'Assouan atteint 11% par an, mais il retombera à 1,2 durant la décennie suivante, alors que les villes du canal stagneront de 1967 à 1973, voire régresseront, comme Suez. Suez connaît le même bond des années 1950-60, mais est classée parmi le type "national fort" en raison d'un redémarrage très rapide après 1973 et qui se poursuit jusqu'à présent, contrairement aux deux autres villes qui apparaissent plus comme des pôles à l'attractivité fléchissante.

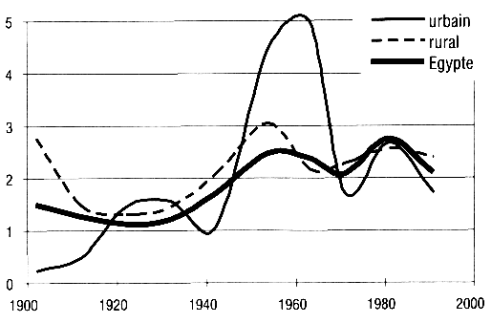
Khankâ, district au nord du Caire, doit aussi son essor à l'affirmation de la puissance publique, c'est-à-dire à l'implantation d'industries militaires, d'un tristement célèbre centre d'internement psychiatrique où se sont retrouvés nombre d'opposants politiques, puis d'une ville nouvelle, al-`Abûr et d'un marché de gros, sur ses marges désertiques. L'histoire de Qanatîr al-Khayriyya serait du même ordre.

Ce profil révèle l'importance, mais aussi l'influence très circonscrite dans le temps et dans l'espace, du bornage du territoire national à l'époque nassérienne. L'affirmation d'une frontière au-delà du canal de Suez et l'intégration de la vallée à travers l'édification du Haut-Barrage au sud, en constituent les éléments moteurs. Auparavant, ces districts s'inscrivaient dans des logiques heurtées du peuplement de confins incertains. Dâr al-Salâm - rebord oriental inculte de la vallée au peuplement tribal `Iwarî - et Bilqâs - district de bonification en lutte permanente contre la salinisation - se retrouvent dans cette instabilité chronique. Après le bond des années 1950-60, ces districts se sont relativement alignés sur l'évolution moyenne de l'Egypte. À présent, ils sont tirés par le dynamisme de leurs arrière-pays ruraux, c'est-à-dire par le débordement de l'urbain sur les campagnes environnantes.

Profil 2 : "Grandes villes"

Ce profil révèle, à travers la décomposition des croissances entre urbain et rural, un mouvement d'affirmation de certaines métropoles régionales : Tantâ, Mansûra, Mahalla al-Kubrâ, Zaqâzîq, Assiout, Damanhour, Minyâ, Mît Ghamr et Mallawî. Leur décollage coïncide avec le début du siècle et suit une progression régulière sans connaître un pic comparable à ceux des deux métropoles nationales ou des villes du Canal. Longtemps, elles ont pâti de la macrocéphalie

Figure 4 : Profil 1, "Expansion" ou politiques publiques



8 - Le *National Report* présenté par une coordination de ministères égyptiens à la confé-rence des Nations Unies Human Settlements d'Istambul en juin 1996, dans son chapitre 2 intitulé "Urban, Demographic, and Economic Problem and Their Impact on The Urban Pattern" comporte un argumentaire sur le thème "Ruralizing urban areas" (p. 30).



9 - Les premiers plans *post* 1952, consacreront plus de 50% des investissements industriels à l'édification de complexes d'industries lourdes dites industrialisantes au sud du Caire.

fonctionnelle liée à la centralisation qui accompagna le mouvement de construction nationale après 1952[9]. Globalement, des années 1930 aux années 1970, ces districts croissent sensiblement moins vite que la moyenne nationale. Malgré leur indéniable insertion écomique, ils ont souffert de l'onde de métropolisation jusque dans les années 1970.

Toutefois, à leur échelle, ils ont constitué clairement des processus de métropolisation en draînant leur arrière-pays. Seulement à présent, depuis le début des années 1980, le taux de croissance de ces grandes villes s'est tassé au profit de leur *hinterland* ; ces derniers tirant même la croissance depuis 10 ans. Il faut y voir un mouvement d'extension de ces agglomérations. Elles en viennent à déborder largement leurs limites administratives dans les unités périphériques qualifiées de rurales, voire stimulent la croissance de bourgs plus distants mais qui restent extrêmement accessibles et où se multiplient les migrations circulaires les associant à la dynamique de la métropole régionale la plus proche. Le processus de métropolisation régionale ne se tasse donc pas, mais il change de forme.

Vers le sud, le dispositif des métropoles régionales paraît lacunaire. Ni les districts de chefs-lieux de région comme Banî-Suwayf et Fayyûm, ni aucune des grandes villes du sud au-delà d'Asyût n'apparaîssent dans ce groupe. Les unes comme les autres doivent en partie leur absence dans ce groupe à leur distance du Caire, mais pour des raisons quasi-opposées, proximité des premières, éloignement des secondes.

Profil 3 : "nouvelles terres"

Ce profil retient une partie considérable des districts ayant connu d'importants efforts de bonification agricole. On y trouve nombre de *markaz* du pourtour du Delta : ils complètent le profil "expansion" en insistant sur le caractère souvent dominant de la croissance rurale qui, ici, peut être sans risque, associée à des phases actives de peuplement agricole, notamment de 1917 à 1947. Ensuite, les efforts d'équipement public amènent les bourgs à s'imposer devant les campagnes. Ces zones ont actuellement en commun le taux moyen de croissance le plus élévé des districts d'Egypte.

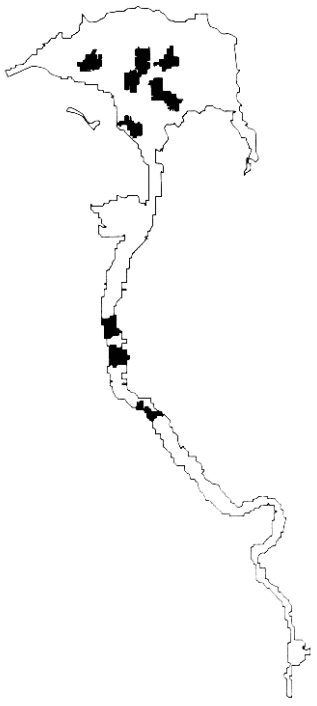
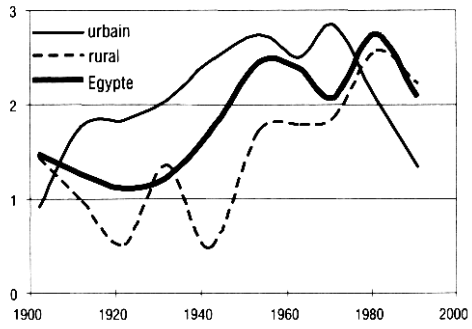


Figure 5 : Profil 2, "Grandes villes"



Les deux profils qui suivent sont -des trois premiers. Ils isolent les *markaz* qui ont été le plus affectés par l'émigration et, plus spécifiquement encore, par des formes d'exode rural qui surpassaient en intensité le processus de polarisation par le chef-lieu local.

Profil 4 : "émigration forte"

De 1897 à 1976, les districts du centre delta, pour l'essentiel, apparaissent très profondément déprimés en raison d'un fort mouvement d'exode rural. Ce déficit ne bénéficie qu'à partir des années 1960-66 à la croissance des villes. Jusqu'en 1952, l'évolution plafonne globalement en-dessous de 1% par an. Entre 1937 et 1947, quelques districts de la Minûfiyya et du nord de la Gharbiyya ont même des taux d'évolution négatifs. Cette région constitue donc le bassin central ayant alimenté l'onde de métropolisation. Il est touché en intensité et dans la durée. A présent encore, la dynamique y est globalement inférieure à la moyenne égyptienne. Ceci vaut en particulier pour les zones rurales qui sont toujours concernées par l'émigration ; le taux de croissance de Minûf rural ne dépasse pas 1% par an. La croissance urbaine demeure dominante, prolongeant le caractère spécifique du profil par rapport à la diffusion de la croissance. Le rythme de croissance des villes en phase de reclassement, comme Sûhâg et Qina, mais aussi de "petites" villes du centre delta, fléchit, mais moins vite que celui de leur *hinterland*.

Profil 5 : "émigration récente"

Ce profil déprimé s'exprime en relais du précédent, en ce sens que les faibles taux d'accroissement ruraux, indicateurs d'émigration forte, arrivent plus tard et se prolongent plus régulièrement jusque dans les années 1970. Les villes, moins encore que dans le profil précédent, ne représentent pas des polarités très actives. Jusque dans les années 1960, elles sont même clairement déprimées. Il s'agit donc de districts où les villes, comme les campagnes, n'ont pas retenu toutes leurs populations. S'y retrouvent un ensemble de cités sans qualité et des villes déclassées comme Qûs.

Trois entités géographiques se distinguent. D'une part, une auréole complémentaire de l'Entre deux Nil, cœur émigratoire et, d'autre part, la vallée qui n'apparaissait pratiquement pas dans le premier profil d'émigration. Cette dernière se révèle donc très peu homogène, avec d'une part des districts relativement proches du Caire autour de Banî-Suwayf et, d'autre part, un chapelet de *markaz* du nord d'Assiout au nord d'Assouan. La province de Minya, seule, ne relève pas de cette dynamique émigratoire.

La vallée s'affiche donc comme plurielle, puisqu'elle est présente à des degrés divers dans chacun des 7 profils. De même, ses configurations donnent l'image d'un processus de contagion des tendances émigratoires. Le décalage, vers le présent, de la dynamique émigratoire, incite à penser que la stigmatisation du migrant ignorant arrivant au Caire, et source de tous les maux de la ville - la figure du "Saîdî", plus encore que celle du Minûfî (habitant de la province de Minufiyya) - tient au caractère plus récent, donc plus vivant, du phénomène.

Il convient encore d'avancer un lien possible de cette tendance, à faible croissance sur la longue durée, avec l'influence de l'émigration de travail temporaire vers les monarchies pétrolières, la Jordanie et l'Irak. Elle interviendrait en relais à partir de la fin des années 1960 jusqu'à présent, avec une intensité fléchissante après la guerre du Golfe[10]. La brutale remontée du taux d'accroissement démographique rural peut être imputée d'une part aux rapatriements des salaires des travailleurs à l'étranger, ce qui a créé un climat favorable à la remontée de la natalité, mais aussi et surtout à l'arrêt des mouvements émigratoires internes. On remarquera encore que ces évolutions du monde rural ne sont que très partiellement corrélées à la dynamique urbaine. Les villes n'y affichent jamais de phase claire de polarisation, hormis une sensible affirmation durant les années 1960-70 avec la vague d'équipement public. Mais cela n'engage pas d'effet d'entraînement à long terme, notamment parce que nombre de ces bourgs et petites villes ont grandi dans l'ombre de plus grands pôles ; ceci pouvant aller jusqu'à la fusion dans une même agglomération, dans le cas notamment d'Akhmîm avec Sûhâg. Cette faiblesse de l'urbain dans un environnement rural déprimé confirme la thèse de l'importance des émigrations de relative longue distance, dans la dynamique de ces pays, jusqu'à la dernière décade où s'affirme une stabilisation, voire un renversement.

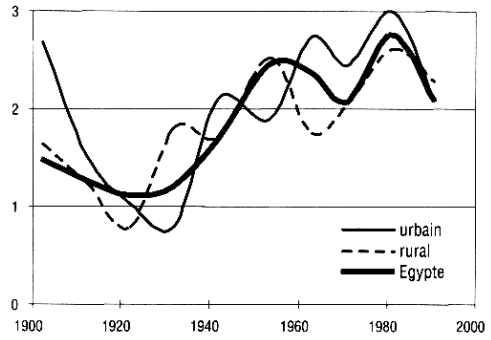
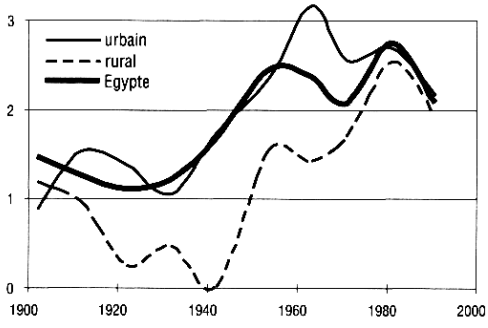


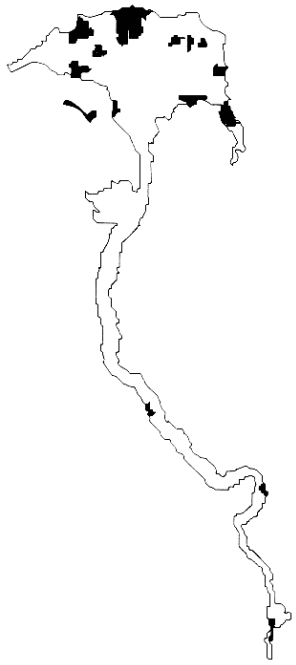
Figure 6 : Profil n°3, "nouvelles terres"

Profil 6 : "national faible"

Ce profil est marqué par le caractère extrêmement heurté de la croissance de ses unités urbaines, qui contraste avec une évolution rurale des plus conventionnelles. Ces districts, comme dans le profil précédent, ne comptent pas de grandes villes, mais de petits centres qui ont connu un contexte favorable au début du siècle, puis une longue phase de déclassement corrélative à l'affirmation de la métropolisation[11]. Ces villes avaient le plus fort taux de croissance urbaine des années 1910. Cette période correspond par exemple à la renaissance de Fuwwa, ville industrielle qui connut un premier déclin de ses ateliers de tarbouches et de textiles lainiers au XIX^{e} s., mais rebondit ensuite avec la création d'ateliers travaillant les métaux (coutelleries, outils agricoles et domestiques) et la relance d'une fabrique de châles. Le sursaut fut toutefois de courte durée et, comme nombre de bourgs manufacturiers qui articulaient villes et activités agricoles locales, voire redistribuaient la production vers les villages selon des modèles proto-industriels, Fuwwa ne résista pas aux restructurations et aux concentrations qui marquèrent l'ère libérale, ni à l'arrivée massive des produits bon marché de l'empire anglais. Les politiques d'aménagement et d'équipement post-1952, plus intéressées à l'équipement des

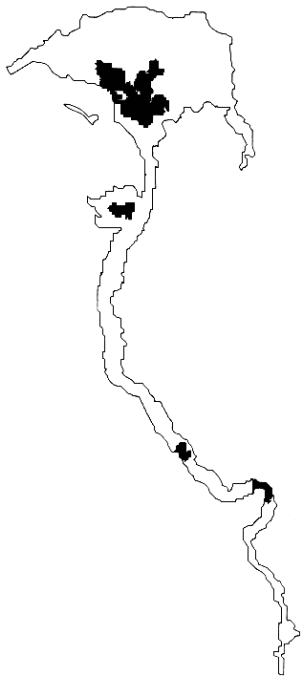
Figure 7 : Profil n°4 : "émigration forte"

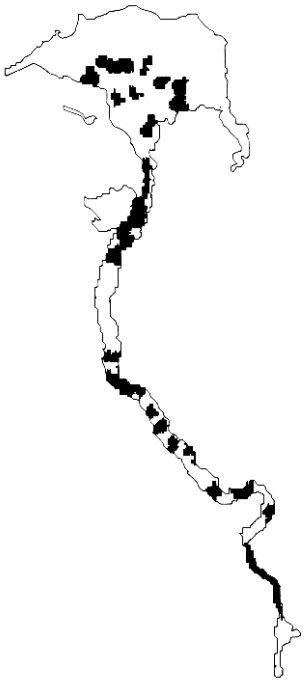




10 - Les remises des travailleurs à l'étrangers demeurent une des rentes majeures de l'Egypte et le recensement de 1996, donnait 2 millions d'Egyptiens à l'étranger.

11 - Le profil "migration récente" est très proche de celui des villes de 20 à 40 000 habitants en 1996 et de leur *markaz*, alors que celui du "national faible" ressemble fort à celui des unités officiellement urbaine comptant entre 10 et 20 000 habitants.





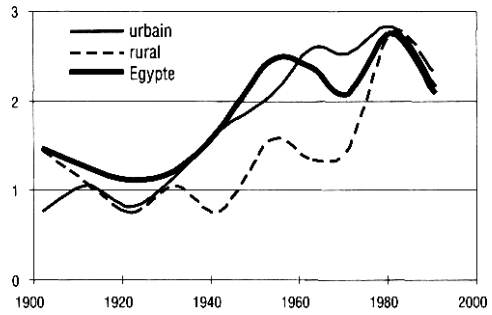


Figure 8 : Profil n°5 "émigration récente"

grandes villes secondaires et à la concentration des moyens de production, finirent de laminer ce type de bourgs. Ils devinrent en retour des lieux d'émigration vers les plus grandes villes à des niveaux dépassant largement ceux de leurs campagnes - de 1960 à 1976, le taux de croissance de Fuwwa ne dépasse pas 1,5% par an.

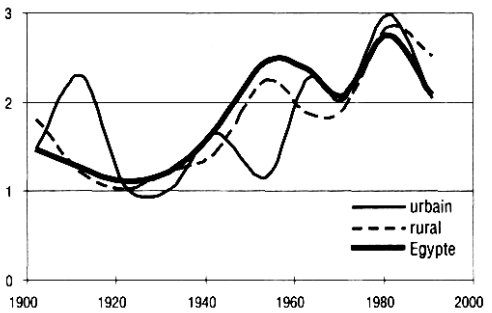
Cette dimension inter-urbaine du processus de métropolisation est essentielle. Il faut y voir la combinaison, d'une part, d'un mouvement d'émigration touchant une main-d'œuvre ouvrière qualifiée et détachée de la terre vers des établissements de plus en plus concentrés et, d'autre part, d'un mouvement d'exode qui transite par ces petites villes. Elles jouent en quelque sorte, en relais, une fonction d'apprentissage de la vie urbaine, dans des champs migratoires qui aboutiront à la grande ville, directement ou de façon inter-générationnelle.



En revanche, depuis la fin des années 1970, répondant au décalage de l'urbanisation vers les échelons inférieurs du système de villes, ces villes ont connu une forte croissance - 3% par an pour Fuwwa entre 1976 et 1986.

Les villes sucrières du sud comme Armant, Farshût ou Kûm Umbû, des vieux bourgs textiles du sud comme Naqâda composent, avec Fuwwa,

Figure 9 : Profil 6 "national faible"



ce profil. Par ailleurs, s'y ajoutent des districts qui, des années 1920 aux années 1970, ont été "vidés" par l'émigration, en raison de leur proximité avec Le Caire, comme Awsîm, Gîza, Atfîh ou al-Saf. Désormais, à l'inverse, ils sont devenus les espaces de forte croissance d'une aire métropolitaine qui les a absorbés. Ces bourgs sont les points d'appui de l'étalement périmétropolitain informel.

Enfin, répondant à une logique du même ordre, s'y retrouvent des territoires bonifiés au XIX^{e} s., comme Kafr Saqr, Biyala ou Tamiyya, ainsi que des *markaz* qui doivent beaucoup aux aménagements hydrauliques, comme Mahmûdiyya et Ibrâhîmiyya.

Profil 7 : "national fort"

Si globalement ce profil apparaît très proche de la dynamique moyenne (R=0.86), les destins urbains et ruraux révèlent une dynamique heurtée liée à l'affirmation incertaine d'un tissu de villes moyennes. Là encore, il s'agit d'une dynamique tirée par les villes avec une affirmation de ces dernières jusque dans les années 1920. La différence fondamentale avec le profil antérieur tient dans le relais pris par l'intervention publique durant les années 1960. Ainsi Nag` Hammadî, ville sucrière du début du siècle, devient dans les années 1960 la ville de l'aluminium. De même, Kafr al-Dawâr connaît un fort investissement du secteur public textile. D'autres relances se feront davantage sur des bases d'affirmation des fonctions d'encadrement, comme dans le cas de Kafr al-Shaykh confortée dans son rôle de chef-lieu de la région du même nom détachée de la Gharbiyya après 1952. L'affirmation de Banî-Suwayf est du même ordre. Le destin de Luxor tient davantage à l'essor du tourisme international. Ainsi se dessine un ensemble de villes qui se sont détachées de leur arrière-pays. Au total et pour des raisons diverses, se regroupent ici des *markaz* qui se sont affirmés comme des pôles et ont donc peu contribué à la métropolisation, donc à l'émigration. Nombre de *markaz* de Moyenne-Egypte absents des profils précédents se retrouvent ici : Maghâgha, Banî Mazâr, Samâlût, Abû Qurqâs et, plus au sud, Tahtâ, al-Minsha, Girga et Bilyana. Si les zones rurales furent touchées par l'émigration, comme le laissent penser des taux d'accroissement ruraux longtemps inférieurs à 2%, les villes, souvent anciennes, ont en revanche conservé une polarité marchande et des fonctions d'encadrement administratif.

Là encore, il ne faut pas négliger le rôle des

bonifications de la fin du XIX[e] s., notamment pour les districts de l'ouest du Fayyûm ou pour Faqûs, Bilbays et Abû Hummus. S'y cumulent deux vagues de mise en valeur : celle des grands domaines, puis celle impulsée par l 'Etat - ce qui joue aussi en partie pour les districts de la Moyenne-Egypte qui offraient des opportunités d'extension de leur finage.

Bilan

Au total, si la métropolisation domine le siècle en termes de répartition de la population doublant son poids de 10,5% à 23,4%, les types distingués ici y ont répondu de façon très différente. Les déclassements les plus marqués touchent naturellement les profils qualifiés d'émigration, alors que le profil "national fort" qui représentait 19,6% de la population en 1897, se maintient à 18,4% en 1996.

Durant le siècle, les grandes villes secondaires et leur district n'ont fait que se maintenir, perdant même 2 points pour s'établir à 11,7% en 1996. Et, différence avec les types dits "nationaux", ce sensible déclin est récent, alors qu'à l'inverse les types nationaux se redressent depuis la fin des années 1970, bénéficiant en priorité de la diffusion de l'urbanisation et d'une réduction des flux émigratoires combinées dans le cas du "national fort" à une résistance à la transition démographique. Ces profils "nationaux" révèlent des *markaz* émergeants et désormais structurants qui n'ont pas été trop déclassés par l'onde séculaire de métropolisation. Sans doute que la présence de cités anciennes déjà importantes a joué un rôle stabilisateur. En outre, nombre de ces villes s'affirmaient comme des pôles structurant les activités agricoles environnantes, notamment pour les pays lainiers et d'élevage de la Moyenne-Égypte, avec le cuir à Bilyana, la laine à Maghâgha. De même, dans les districts de l'ouest du Fayyûm, la production de nattes était complémentaire des travaux des champs (Alleaume et Denis, 1998).

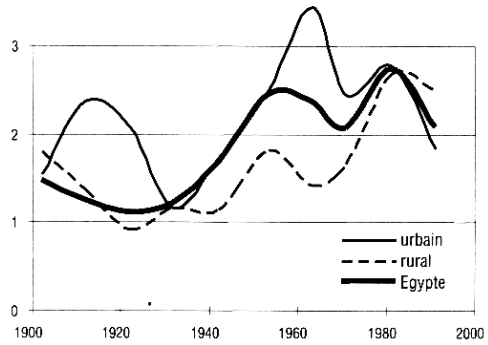


Figure 10 : Profil n°7 "national fort"

Bien sûr, l'explication apparaît ici tronquée : ce n'est que par une analyse des dynamiques agricoles, des différences locales et régionales que se révèleraient les raisons profondes de ces dissimilitudes. La géographie des grands domaines, de la mécanisation, des cultures industrielles et commerciales apporte des éléments de réponse, mais rien n'assure que les mêmes causes produisent les mêmes effets selon les pays. L'héritage des combinaisons locales, comme les formes de pouvoir et de propriété du sol, déforment les effets. Il en va de même de l'action publique, de la création de nouveaux chefs-lieux, comme des efforts de bonification.

Le bilan des profils "expansion" et "nouvelles terres", qui englobent une part importante des districts dont le développement doit beaucoup à l'investissement public et aux orientations en matière d'aménagement, que ce soit avec le canal de Suez, le barrage d'Assouan ou les travaux

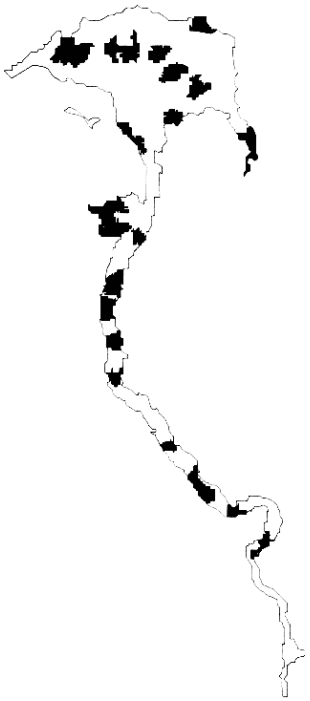


Figure 11 : Répartition du total de la population égyptienne selon les 8 profils

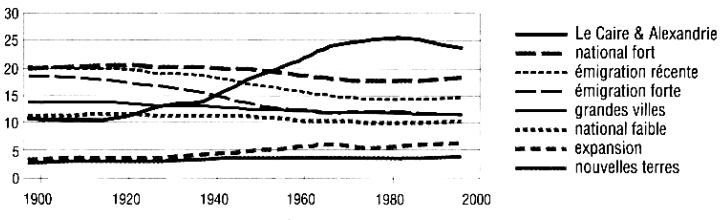


Figure 12 : Taux de corrélation entre la densité pour l'année de base et le taux annuel de croissance pour la période intercensitaire qui suit

	1897	1907	1917	1927	1937	1947	1960	1966	1976	1986
	RP97-07	RP07-17	RP17-27	RP27-37	RP37-47	RP47-60	RP60-66	RP66-76	RP76-86	RP86-96
Egypte	-0.25	-0.14	-0.17	-0.17	-0.20	-0.10	-0.17	-0.09	-0.04	-0.02
expansion	-0.56	-0.12	-0.06	-0.21	-0.43	-0.08	-0.34	-0.36	-0.22	-0.01
grandes villes	-0.66	-0.53	-0.72	-0.46	0.06	0.32	0.26	0.21	0.08	-0.07
nouvelles terres	-0.26	-0.08	-0.42	-0.41	-0.51	-0.35	-0.41	-0.02	-0.29	-0.40
émigration récente	-0.44	-0.40	-0.24	0.08	-0.04	-0.30	-0.37	-0.15	0.34	0.13
émigration forte	-0.73	-0.32	-0.23	0.45	0.39	-0.16	-0.04	0.10	0.24	0.62
national faible	-0.68	-0.27	-0.50	-0.29	-0.31	-0.23	-0.68	-0.11	0.09	0.42
national fort	-0.51	-0.29	-0.24	0.08	-0.19	0.15	0.24	0.23	0.30	0.03

d'extension du système d'irrigation et de drainage vers des terres neuves, n'apparaît pas convaincant en matière de redistribution de la population. En effet, ils comptaient 10% de la population égyptienne en 1996, contre 6% en 1897. Un dixième, c'est encore ce que revèle la somme des *markaz* mis en valeur, conquis ou reconquis sur l'eau et le sable, depuis le début du XIX^{e} s. L'articulation entre peuplement et nouvelles terres apparaît donc structurellement non opératoire. Du moins, l'effort de conquête de terres neuves ne peut être avancé comme une solution pour réduire le mouvement de densification de l'écoumène.

RELATION ENTRE TAUX DE CROISSANCE ET DENSITE

L'évolution des corrélations entre la densité initiale et le taux de croissance durant une décennie montre que le système de peuplement ne répond pas à un modèle unique de surdensification. Il n'y a pas de réaction mécanique répondant à un sentiment d'entassement. Au contraire, la dynamique devient de plus en plus aléatoire. La croissance répond de moins en moins négativement à des densités élévées. A présent, pour certains profils, la densité devient facteur de croissance. Globalement, sur le siècle, il n'y a aucune relation à l'échelle des *markaz* entre densité et croissance démographique. La corrélation devient même totalement insigni-fiante en 1996 (R^2=-0,02).

Le profil "émigration forte" s'affiche comme le plus réactif à la relation supposée sur la période. Au début du siècle, les *markaz* de ce type aux densités les plus élevées sont aussi ceux qui connaissent les croissances les plus faibles, donc ceux qui sont les plus concernés par l'exode rural. Ils répondent donc bien à un modèle où le rural se confond avec l'agricole et où l'émigration semble fortement motivée par une forte pression sur la terre. Seulement, la relation qui vaut pour le début du siècle s'effondre rapidement, voire s'inverse. Elle fait l'objet d'une réaction partielle dans les années 1930, au moment où l'urbanisation stagne, puis elle devient totalement aléatoire et, enfin, elle s'impose de façon parfaitement inverse. Ces *markaz* de l'exode rural deviennent d'autant plus attractifs qu'ils sont plus denses. En un siècle, le rapport a donc totalement basculé. La pression sur le sol est devenue une variable parfaitement secondaire, non significative, dans un contexte de diversification des activités productives. À l'inverse, la densité se révèle une qualité recherchée. Ou, plus exactement, révèle-t-elle des attributs recherchés, des opportunités d'emplois, de scolarisation et des services plus nombreux.

Le profil "nouvelles terres" fait exception, en ce sens qu'il est partiellement réactif à la densification. Malgré les plus faibles densités[12], très vite s'y enclenche un cycle de fléchissement de la croissance après une première phase de peuplement. Cela tient à la fois, à la faible capacité d'occupation des populations de ces terres neuves qui offrent peu d'opportunités de travail en dehors d'une agriculture elle-même moins exigeante en main-d'œuvre et à l'étalement encore à l'œuvre vers les marges de ces *markaz*.

Ces résultats confortent l'idée que le peuplement ne peut pas être compris sans la prise en compte de la diversité des trajectoires locales. Dès le début du XX^{e} s., les sociétés rurales étaient loin de se cantonner au travail des champs (Alleaume et Denis, 1998). Artisanat et petites industries animaient à des degrés divers les pays. La présence de ces activités, donc de ces compétences, oblige à construire le rapport au territoire autrement que sur un simple rapport entre les productions agricoles et le nombre d'habitants. Autrement dit, la charge que peut supporter un finage, dans une logique d'auto-consommation, est très tôt en Egypte une question sans aucune pertinence. Ce regard impose une flèche du temps unique, qui amène à conclure au surpeuplement, dans le cadre d'une Egypte conçue comme une grande plaine agricole touchée par une urbanisation sans qualité, sans industries, où s'entassent des populations arrachées à la terre. Ces unités urbaines, par étalement et mitage, en arriveraient même à ronger la vallée fertile - rappelons ici que le probème de l'Egypte agricole n'est pas tant celui des surfaces à cultiver que celui de la disponibilité en eau.

La première notation quant au caractère très dense de l'Égypte revient certainement à Amici Bey en 1884. Toutefois, il n'y voit aucun obstacle au développement de l'Egypte. Mais en 1917 Lévi relève que "en l'état de son organisation économique, la densité de la population a atteint un niveau qui n'est dépassé peut-être que par la Chine et certaines parties des Indes. Cette limite ne saurait, semble-t-il, être dépassée de beaucoup sans donner lieu à des manifestations fâcheuses dans le domaine économique et social, à moins d'une extension de la surface cultivée ou d'une intensification plus grande de l'agriculture et de la production industrielle, de manière à permettre l'emploi utile du surplus de la population et lui assurer le minimum nécessaire de bien-être". A

12 - De 51 h/km^2 en 1897 à 454 en 1996.

l'inverse, autour des années 1860, Collucci et Schnepp insistaient sur le manque d'habitants, et donc de main-d'œuvre, qui limitait les capacités d'entreprendre de l'Egypte, malgré ses riches potentiels naturels ; ils reprenaient en celà les arguments avancés par Volney dès 1787.

En réalité, l'Egypte entre très tôt dans un processus d'industrialisation de son agriculture, à partir duquel l'articulation à la subsistance ne peut se réfléchir que dans un contexte d'échanges internationaux. En 1910, l'Egypte devient le troisième producteur mondial de coton après les Etats-Unis d'Amérique et l'Inde, mais devant la Chine. Ces orientations bouleversent les équilibres agricoles et démographiques. L'augmentation des échanges et le sensible essor des manufactures, qui accompagnent la spécialisation du sol du delta dans le coton, engagent un puissant mouvement d'urbanisation. La population des villes de plus de 20 000 habitants passe d'environ 550 000 en 1846 à 1,7 M en 1907. Si Le Caire est la première ville africaine à dépasser le million d'habitants vers 1920, Alexandrie sera la deuxième vers 1950. Parallèlement, l'Egypte qui était plutôt exportatrice de céréales devient déficitaire. En 1908-1912, les importations de céréales s'élèvent à quelque 210 000 t, soit à peu près 17 kg par habitant, ou, ce qui est plus significatif, à environ 120 kg pour chaque habitant des villes de plus de 20 000 habitants[13]. C'est donc tout autant une évolution de l'insertion dans le système monde et une incontestable modernisation de son appareil de production qu'une croissance démographique qui font évoluer le rapport au territoire.

Conclusion : le tout, les parties et la densité

La prise en compte des destins locaux complexifie l'approche de l'histoire. Le temps n'est plus alors réductible en une fléche unique, l'espace national éclate en territoires travaillés selon des temporalités variables et des interdépendances inégales.

Cet article voulait souligner par contraste les dangers inhérents de l'importation de modèles holistes préfabriqués qui ne laissent que peu de place à la richesse des réponses des sociétés étudiées et, pour finir, à l'histoire. Ce qui, s'agissant de l'Egypte, est autant le cas des savoirs géographiques étrangers, qui donnent à voir un Autre globalement différent, que le cas de la géographie nationaliste (Hamdan, *La personnalité de l'Egypte*) qui vise la construction d'une unité nationale ; sa permanence est inscrite dans la nuit des temps, donc atemporelle - et en un sens a-territoriale. La construction de l'espace de l'Autre ou de Soi ne peut se satisfaire de nuances, elle doit être entière pour s'imposer comme miroir d'une unité nationale.

Notre démarche était motivée par le souci de respecter la complexité et la diversité des combinaisons socio-spatiales et d'apparaître ainsi en opposition avec les approches exclusivement soucieuses de formalisation désincarnée. Ces dernières ne peuvent proposer que des visions tronquées du monde par les exclusions qu'elles doivent impérativement opérer par souci de généralisation. La manière dont l'émigration depuis les campagnes marque de façon très contrastée les *markaz,* dans le temps et l'espace, souligne la portée limitée du paradigme de l'exode rural, de même que la réversibilité du mouvement. Nous avons souligné combien le système de villes - s'il faut encore parler de système - ne peut se concevoir indépendamment des arrières-pays. L'indépendance du système de villes est difficile à admettre et sa construction ressemble fort à une extraction forcée de l'objet.

Nos quelques constats sur l'étalement, la croissance sans mobilité et l'émergence d'une relation positive entre densité et taux de croissance invitent à regarder différemment le territoire égyptien. Dans un écoumène exigu et étroitemement maillé, survalorisant l'espace circulatoire, la densité joue amplement dans le même sens qu'en intra-urbain, c'est-à-dire en faveur d'une augmentation des interactions, des situations de co-présence et de la diversité. Par conséquent, elle peut être vue aussi positivement que Wirth invitait à le faire pour les villes en 1938. Pour le moins, la relation *a priori* paradoxale, si l'on reste dans une perspective physiocratique, est en revanche parfaitement cohérente pour des acteurs qui visent à optimiser leur accessibilité aux ressources et donc à réduire les distances.

Nous pouvons même proposer, sur les traces de Doxiadis, que l'Egypte répond parfaitement à sa prophétie résumée dans l'heureuse expression "écoumènopolis". L'Egypte comme une vaste cité, voilà une manière de continuer à interroger l'espace égyptien sans tomber dans l'impasse de la contre-urbanisation et de la dé-métropolisation ou de l'opposition entre petites villes et métropoles. Conjuguer diffusion et concentration dans un objet unique, tel serait l'enjeu.

13 - BAIROCH P., 1985, *De Jéricho à Mexico, villes et économie dans l'histoire*, Gallimard-Arcades, p. 526.

BIBLIOGRAPHIE

ABD AL-HAKIM M.S., 1988, Vers une stratégie de redistribution de la croissance de la population

égyptienne, *Actes du congrès des géographes arabes de 1986*, Société de Géographie d'Egypte, Le Caire, p. 473-499 (arabe).

ALLEAUME G., 1998, An Industrial Revolution in Agriculture ? Some observations on the Evolution of Rural Egypt in the Nineteenth Century, *Proceedings of the British Academy*, n°96, p. 331-345.

ALLEAUME G., 1995, La réforme sociale vue par les dirigeants de l'industrie agricole, Entre réforme sociale et mouvement national, *in* ROUSSILLON A. (dir.), *Identité et modernisation en Égypte (1882-1962)*, CEDEJ, Le Caire, p. 411-441.

ALLEAUME G., 1992, Les systèmes hydrauliques de l'Égypte pré-moderne. Essai d'histoire du paysage, *Itinéraires d'Égypte : Mélanges offerts au père Maurice Martin*, IFAO, Le Caire, p. 301-22.

ABU AIANAH F., Internal migration in Egypt between 1927 and 1966, *Bulletin de la Société de Géographie d'Égypte*, tomes XLV-XLVI.

ABU LUGHOD J., 1965, The emergence of differential fertility in the urban Egypt, *Milbank Memorial Fund Quarterly*, n° XLIII/1, p. 235-253.

ABU LUGHOD J., 1965, Urbanization in Egypt : present rate and future aspects, *Economic development and cultural change*, n°13, p. 313-343.

AMER M., 1928, Some Problems of the Population of Egypt, *Proceeding of the International Geographical Congress*, Cambridge.

AMICI BEY F., 1884, *L'Egypte ancienne et moderne et son dernier recensement*, Alexandrie, éd. V. Penasson, 320 p.

ARNAUD D., 1848, Reconstruction des villages de l'Egypte, *Bulletin de la Société de Géographie*, Paris, n°3/9, p. 278-81.

ASHOUR M., 1993, Recent changes in the River Nile Channel, *Bulletin de la Société de Géographie d'Egypte*, tome LXVI, p. 113-34.

BAER G., 1969, The beginnings of Urbanization, *Studies in the social history of modern Egypt*, Chicago University Press, p. 133-148.

BERRY B. J., 1978, The counter-urbanization process : how general ?, *Human settlement systems : International perspectives on structure, change and public policy*, Cambridge, Mass., Ballinger, p. 25-49.

BESANÇON J., 1957, *L'homme et le Nil*, Paris, Col. Géographie Humaine, Gallimard. 396 p.

CHAICHIAN M., 1988, The effects of world capitalist economy on urbanization in Egypt, 1800-1970, *International Journal of Middle East Studies*, n°20, p. 23-43.

CLELAND W., 1937, Egypt's Population problem, *L'Egypte contemporaine*, vol. XXVIII, p. 67-87.

CLELAND W., 1936, *The population problem in Egypt. A study of Population Trends and Conditions in Modern Egypt*, Le Caire. 134 p.

COURBAGE Y., 1994, L'imprévisible fécondité égyptienne, *Population*, n°1.

COURBAGE Y., 1994, La politique démographique en Égypte et son évaluation, *Population*, n°4-5, p. 1041-56.

COLUCCI BEY A., 1860, *Recherches relatives à la statistique de la population égyptienne*, série 1, n°1, p. 56-59.

DEMANGEON A., Problèmes actuels et aspects nouveaux de la vie rurale en Egypte, *Annales de Géographie*, n°35, p. 155-73.

DENIS E. et MORICONI F., 1997., La population de l'Égypte 1897-1996. Les modalités régionales de la croissance, *L'Information Géographique*, n°1, p. 12-23.

DENIS E. et MORICONI F., 1995, Dynamiques spatiales de la population égyptienne : les tendances nouvelles, *Méditerranée*, n°1-2, p. 91-99.

DOXIADIS C.A. et PAPAIOUNNOU J.G., 1974, *Ecumenopolis. The inevitable city of the future*, W.W. Norton et Co. N.Y.

EL KADI G., 1990, Nouvelles tendances de l'urbanisation en Égypte : ruptures ou continuités ?, *Égypte, Monde Arabe*, n°1, p. 11-24.

FAID A. et ATALLAH O., 1902, *Modern Geography of Egypt and Soudan*, Al-Ma`aref, Le Caire.

FANCHETTE S., 1997, *Le delta du Nil. Densités de population et urbanisation des campagnes, Fascicule de Recherches*, Urbama, Université de Tours, n°32, 389 p.

FANCHETTE S., 1995, Un village idéal pour une société nouvelle, *in* ROUSSILLON A. (dir.), *Entre réforme sociale et mouvement national ; Identité et modernisation en Egypte (1882-1962)*, CEDEJ, Le Caire, p. 479-500.

FANCHETTE S., 1992, Stratégies migratoires dans l'espace surpeuplé du delta du Nil, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, n°8/2, p. 147-70.

FANCHETTE S., 1990, Densité de population et urbanisation de l'espace rural : le cas du delta du Nil, *Revue Tiers-Monde*, n°21/121, p. 29-56.

FARGUES P., 1997, State Policies and the birth Rate in Egypte : From Socialism to Liberalism, *Population and Development Review*, n°23-1, p. 115-38.

HAMDAN G., 1980-1984, *La personnalité de l'Égypte, ʿAlam al-Kutub*, Le Caire, 4 vol, 3400 p. (arabe).

HAMDAN G., 1961, L'évolution de l'agriculture irriguée en Egypte, *An History of Land use in the Arides Region* (éd. Stamp L.D.), Unesco, Paris, p. 133-161.

IRETON F., 1998, *Les trajectoires migratoires internes en Egypte d'après les recensements de 1976 et 1986*, Fascicule de Recherches, Tours, URBAMA-CEDEJ-CERMOC, n°27.

IRETON F., 1998, L'immigration dans les 5 grandes villes d'Egypte 1907-1986, *Egypte-Monde Arabe*, n°32.

IRETON F., 1988, Des agricultures égyptiennes. Irrigation et systèmes de culture dans le Saʿîd égyptien (1912-1940), *Peuples Méditerranéens*, N°41-42, p. 211-251.

LEVI I., 1920, Le recensement de la population de l'Egypte de 1917, *L'Egypte contemporaine*, p. 460-505.

LOZACH J., 1935, *Le delta du Nil. Etude de géographie humaine*, Le Caire, Schindler, 303 p.

LOZACH J. et HUG G., 1930, *L'habitat rural en Egypte*, Société Royale de Géographie, Le Caire, 215 p.

MESELHY F. et SAYED ELWAN A.K., 1996, *L'expérience du développement égyptien à travers l'atlas historique du delta du Nil*, Université de Minufiyya, 310 p. (arabe).

MEYER G., 1994, Land Reclamation and Development of New Agricultural Land in Egypt, *Applied Geography and Development*, vol. 44. Institute for scientific Cooperation, Tübingen, p. 59-71.

MITCHELL T., 1990, The Invention and reinvention of the Egyptian Peasant, *International Journal of Middle East Studies*, n°22, p. 129-50.

NASSIF E., 1942, L'Egypte est-elle surpeuplée ? *L'Egypte contemporaine*, p. 613-773.

ORCHARD J., 1928, The Pressure of Population in Japan, *Geographical Review*, New York, Juillet.

PANZAC D., 1983, Espace et population en Égypte, *Méditerranée*, n°4, p. 71-80.

RAMZI M., 1954, *Dictionnaire géographique de l'Egypte*, 6 tomes.

RICHARDSON H. W., 1980, Polarization reversal in developing countries, *Papers of the Regional Science Association*, n°45, p. 67-85.

RICHARDSON H. W., 1977, *City size and national spatial strategies in developing countries*, Staff Working Paper, n°252, World Bank.

RUF T., 1988, *Histoire contemporaine de l'agriculture égyptienne, Essai de synthèse*, éd. ORSTOM, 289 p.

SCHNEPP B., 1862, Considérations sur le mouvement de la population en Egypte, *Mémoire de l'Institut d'Egypte*, tome 1, p. 526-600.

TANADA H., 1998, *Demographic change in rural Egypt 1882-1917, Discussion Paper*, n°D97-22. Institute of Economic Research, Hitosubashi University.

THOMPSON W., 1929, *Danger Spots in World Population*, éd. Knopf, New York.

VOLNEY, 1787, *Voyage en Egypte et en Syrie*, réédition Monton, Paris, 1959.

WIRTH L., 1938, Urbanism as a Way of Life, *American Journal of Sociology*, n°44.

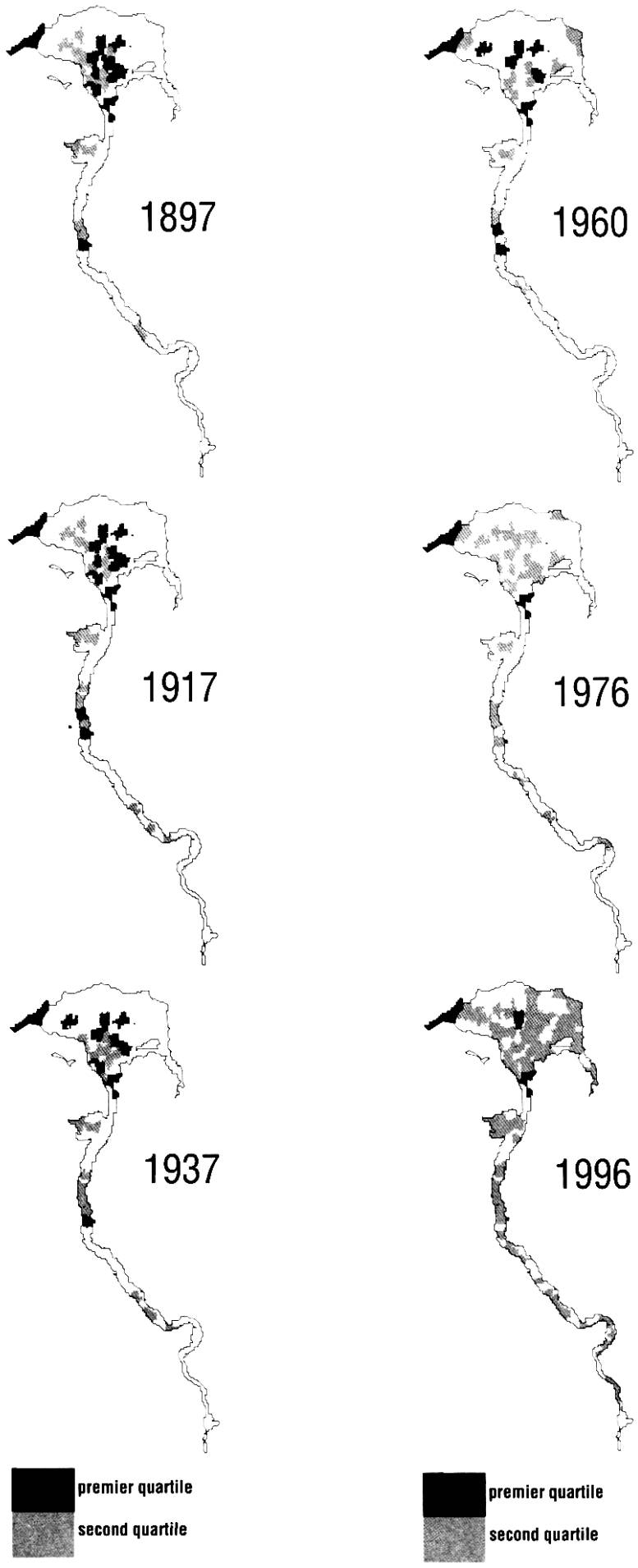


Figure 13 : Distribution en quartiles de la population en 1897, 1917, 1937, 1960, 1976 et 1996

Adresse de l'auteur :

CNRS-CEDEJ (Centre d'Etudes et de Documentation Economique, Juridique et Sociale)
Responsable de l'Observatoire Urbain du Caire Contemporain
Mission de coopération en Egypte
c/o Ambassade de France en Egypte, valise diplomatique,
128bis rue de l'Université
75351 Paris cedex O7sp

tél : 20 2 / 361 19 32
fax : 20 2 / 349 35 18
e-mail : cedej@idsc.gov.eg (prière de préciser le nom du destinataire)